



digital age Organisation des Nations Unies  
pour l'éducation, la science et la culture

Adresse: [http://www.unesco.org/webworld/portal\\_bib](http://www.unesco.org/webworld/portal_bib)

copyright fair use

copyright

freed

public domain

# Bulletin de l'UNISIST

INFORMATION, INFORMATIQUE, TÉLÉMATIQUE

Vol. 33  
N° 1  
2005



# TABLE DES MATIÈRES

<b>LE PROGRAMME INFORMATION POUR TOUS DE L'UNESCO</b> .....	3
INFORMATION DU DOMAINE PUBLIC PRODUITE PAR LES POUVOIRS PUBLICS EN AMÉRIQUE LATINE .....	4
<b>SMSI</b> .....	5
TROISIÈME RÉUNION DU GROUPE DE TRAVAIL SUR LA GOUVERNANCE DE L'INTERNET (GTGI) .	5
EXPLOITER LES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION AU SERVICE DE L'APPRENTISSAGE ET DU DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES .....	5
LES TIC ET LE RENFORCEMENT DES CAPACITÉS: LES FACTEURS CLÉS DE LA RÉUSSITE .....	6
LE MULTILINGUISME AU SERVICE DE LA DIVERSITÉ CULTURELLE ET DE LA PARTICIPATION DE TOUS AU CYBERESPACE .....	7
<b>MÉMOIRE DU MONDE</b> .....	7
VINGT-NEUF NOUVELLES INSCRIPTIONS AU REGISTRE INTERNATIONAL DE LA MÉMOIRE DU MONDE .....	7
LA BIBLIOTHÈQUE NATIONALE DE LA RÉPUBLIQUE TCHÈQUE REÇOIT LE PREMIER PRIX UNESCO/JIKJI .....	12
LE PROJET SUR LES ARCHIVES DE LA TRAITE DES ESCLAVES S'ACHÈVE .....	13
<b>LES TIC ET LES FEMMES</b> .....	14
L'AUTONOMISATION DES FEMMES DANS LA RÉGION DES GRANDS LACS EN AFRIQUE .....	14
<b>LOGICIELS</b> .....	15
CRÉATION D'UNE BASE DE DONNÉES DES ARCHIVES PARLEMENTAIRES ARGENTINES MISE AU POINT À L'AIDE DU LOGICIEL CDS/ISIS DE L'UNESCO .....	15
DÉBAT ÉLECTRONIQUE EN MULTIPARTENARIAT SUR LES LOGICIELS LIBRES ET À CODE OUVERT .	15
NOUVEL OUTIL INFORMATIQUE COMMUNAUTAIRE MIS AU POINT PAR L'UNESCO ET SES PARTENAIRES .....	16
CD-ROM SUR LA NUMÉRISATION À L'INTENTION DES BIBLIOTHÉCAIRES ET DES UTILISATEURS NON PROFESSIONNELS .....	17
<b>INFOJEUNESSE</b> .....	18
LE PREMIER RÉPERTOIRE DE LA JEUNESSE AFRICAINE .....	18
<b>BUREAUX RÉGIONAUX</b> .....	18
ASIE ET PACIFIQUE .....	18
TSUNAMI: RECONSTRUIRE APRÈS LA CATASTROPHE .....	18
NOUVEAU PROGRAMME DE FORMATION PARRAINÉ PAR L'UNESCO DANS LE DOMAINE DE LA GESTION DE L'INFORMATION .....	19
DÉVELOPPER LES ARCHIVES RADIO EN RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE POPULAIRE LAO ET AU BANGLADESH .....	19
ÉTATS ARABES .....	20
FORMATION DE BIBLIOTHÉCAIRES LIBANAIS À L'UTILISATION DE LOGICIELS SPÉCIALISÉS À L'USAGE DES BIBLIOTHÈQUES .....	20
AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES .....	21
RÉUNION CONSULTATIVE SUR LE PROCESSUS DU SMSI EN AMÉRIQUE LATINE ET DANS LES CARAÏBES .....	21
ATTRIBUTION DU PRIX DU MEILLEUR PORTAIL ÉDUCATIF EN AMÉRIQUE LATINE ET DANS LES CARAÏBES .....	21
GUIDE DES TÉLÉCENTRES RURAUX, DISPONIBLE EN PORTUGAIS .....	22
CONSTITUER DES BIBLIOTHÈQUES NUMÉRIQUES .....	22
<b>NOUVELLES PUBLICATIONS</b> .....	23

**Division de la société de l'information  
Secteur de la communication et de l'information**

## Le programme Information pour tous de l'UNESCO

**L**E programme Information pour tous offre un cadre à la coopération internationale et aux partenariats internationaux et régionaux. Il aide à élaborer des stratégies, méthodes et outils communs pour édifier des sociétés du savoir intégratrices, ouvertes et pluralistes et réduire

l'écart entre info-riche et info-pauvre. Il aide l'UNESCO à accomplir sa mission consistant à contribuer à l'éducation pour tous, à l'échange libre des idées et des connaissances et à l'amélioration des moyens de communication entre les peuples.

### Réunion du bureau

**L**A 8<sup>e</sup> réunion du Bureau du Conseil Inter-gouvernemental du programme Information pour tous s'est tenue au Siège de l'UNESCO, à Paris, du 4 au 6 avril 2005. Elle avait à son ordre du jour une analyse approfondie de 24 projets, portant sur l'acquisition de notions de base en matière d'information, la préservation de l'information et les incidences éthiques des technologies de l'information et de la communication (TIC), qui avaient été présélectionnés parmi plus de 500 propositions en vue d'un financement par le Fonds Spécial du programme Information pour tous alimenté par des contributions des États Membres de l'UNESCO.

Le Bureau a approuvé au total 758 000 dollars des États-Unis pour financer des projets portant sur la formation à la maîtrise de l'information à l'intention des étudiants et enseignants au Ghana, des jeunes dirigeantes en Ouganda et des bibliothécaires dans plusieurs pays du Commonwealth. Des travaux de recherche sur l'acquisition de notions de base en matière d'information en Chine et en Indonésie bénéficieront également d'un soutien.

Des projets régionaux de préservation des documents des bibliothèques et d'archives concernant l'audiovisuel et les droits de l'homme bénéficieront d'un soutien en Asie du Sud-Est, dans la Méditerranée, en Amérique Latine/Caraïbes et dans les pays africains du Sahel.

Le Bureau a également décidé de contribuer financièrement à la reconstruction des bibliothèques et archives du Sri Lanka endommagées par le tsunami.

L'aide à la promotion d'une meilleure compréhension des incidences éthiques, juridiques et sociétales des TIC sera étendue dans le cadre de différents projets consacrés, par exemple, à des ateliers sur le droit d'auteur et des questions

connexes, à l'intention des bibliothécaires dans les pays de la Communauté d'États indépendants, et à la fourniture d'informations sur les législations propres à favoriser la création d'un environnement plus propice (Amérique Latine et Caraïbes).

Le Bureau a exprimé sa satisfaction de la grande qualité et du nombre des projets présentés, en y voyant la preuve du grand intérêt porté au programme Information pour tous et d'une prise de conscience des avantages que l'information et la connaissance apportent au développement. Cela étant, à cause du montant limité des fonds disponibles, le Bureau n'a pu accorder un financement qu'à un très petit nombre de projets. Les États Membres ont donc été instamment priés de continuer de fournir des contributions volontaires au Fonds spécial du programme afin qu'il puisse pourvoir aux besoins du développement dans ce domaine.

L'un des éléments marquants de la réunion du Bureau a été un débat sur l'acquisition des notions de base en matière d'information qui a réuni une cinquantaine de participants. Cette manifestation, qui a duré une journée, a permis d'examiner le rôle de l'UNESCO dans la promotion de l'éducation à l'information et les actions à entreprendre à l'avenir dans ce domaine. La finalité de ce débat était de déterminer de quelle manière particulière le programme Information pour tous pourrait aider à faire en sorte que tout le monde ait la possibilité d'acquérir les notions de base en matière d'information.

Selon le Chartered Institute of Library and Information Professionals (CILIP), organisme professionnel des bibliothécaires, spécialistes de l'information et gestionnaires de connaissances au Royaume-Uni, l'acquisition des notions de base en matière d'information consiste à « savoir quand et pourquoi on a besoin d'information, où trouver celle-ci et comment l'éva-

luer, l'utiliser et la communiquer de manière éthique ».

Les experts et chercheurs dans ce domaine se sont efforcés de répondre à quatre questions essentielles :

- Qu'entend-on par notions de base en matière d'information ?
- Quels sont les besoins des gens ?
- Quels programmes d'éducation sont nécessaires pour répondre à ces besoins ?
- Quelles sont les stratégies et mesures que l'UNESCO et le programme Information pour tous peuvent mettre en œuvre ?

Les conclusions suivantes ressortent du débat :

- L'acquisition des notions de base en matière d'information intéresse tous les secteurs de la société et devrait être adaptée à la situation propre à chacun de ces secteurs ;
- Les pays en développement doivent intervenir de manière plus dynamique dans la définition des solutions les plus adaptées à leurs besoins, parce que les solutions des pays développés ne leur conviennent pas nécessairement ;
- L'acquisition des notions de base en matière d'information permet aux gens d'accéder à l'information relative à leur santé, leur environnement, leur éducation et leur emploi ;

- L'initiation à l'informatique est nécessaire pour accéder à l'information numérique, qui constitue de plus en plus un préalable nécessaire à l'acquisition des notions de base en matière d'information dans les sociétés de l'information ;

- Il faut insérer les notions de base en matière d'information dans les programmes d'enseignement aux niveaux primaire, secondaire et supérieur, ainsi que dans la formation des professionnels de l'information et des travailleurs de l'éducation et de la santé.

Le compte rendu de ce débat ainsi que 10 exposés présentés par les participants seront bientôt disponibles en ligne sur Webworld : [http://portal.unesco.org/ci/en/ev.php-URL\\_ID=18382&URL\\_DO=TOPIC&URL\\_SECTION=-465.html](http://portal.unesco.org/ci/en/ev.php-URL_ID=18382&URL_DO=TOPIC&URL_SECTION=-465.html).

Pour tout complément d'information sur le programme « Information pour tous », s'adresser à M. Axel Plathe, CI/INF, UNESCO, 1, rue Miollis, 75732 Paris Cedex 15, France, Tél. : (331) 45 68 44 67. Télécopie : (331) 45 68 55 83. Courrier électronique : [a.plathe@unesco.org](mailto:a.plathe@unesco.org) et, pour en savoir plus sur l'acquisition des notions de base en matière d'information, s'adresser à M. Aziz Abid à la même adresse. Tél. : (331) 45 68 44 96. Courrier électronique : [a.abid@unesco.org](mailto:a.abid@unesco.org)

### Information du domaine public produite par les pouvoirs publics en Amérique latine

**L**A « Recommandation concernant la promotion et l'utilisation du multilinguisme et l'accès universel au cyberspace » adoptée par l'UNESCO en 2003 proposait l'élaboration de principes directeurs visant à promouvoir une plus vaste compréhension du rôle et de l'intérêt de l'information du domaine public produite par les pouvoirs publics, en accordant une attention particulière à l'information sur support numérique. En conséquence, en 2004, l'UNESCO a publié les **Principes directeurs pour le développement et la promotion de l'information du domaine public gouvernemental**.

Ces principes directeurs partent du principe qu'il est possible de conférer plus de pouvoir aux citoyens par l'accès à l'information et au savoir et l'utilisation de ces ressources qui sont le corollaire de droits fondamentaux tels que la liberté d'expression et la participation à la vie culturelle et au progrès scientifique.

En conséquence, l'information émanant des pouvoirs publics est de plus en plus produite et mise à disposition par le biais de l'Internet.

L'accès à cette information et son exploitation par le public peuvent certes faire l'objet de restrictions, pour des raisons qui ont trait à la protection des droits de propriété intellectuelle, à la sécurité nationale, au respect de la vie privée, à la confidentialité et autres, mais l'essentiel de cette information est diffusé librement par l'Internet, les bibliothèques et d'autres moyens, aux citoyens et à toute une série d'intervenants dans le processus de développement. Alors que la plupart des travaux analytiques ou législatifs sont en général centrés sur la protection de l'information « protégée », le rôle et l'intérêt de l'information du domaine public, en particulier celle produite par le secteur public, ne sont pas encore suffisamment étudiés.

L'UNESCO a donc été amenée à lancer plusieurs projets pilotes destinés à aider les États membres à mettre en œuvre les politiques conformes aux recommandations formulées dans les principes directeurs.

Une réunion organisée à Lima (Pérou) en mai 2005 — à titre de première étape dans la mise en œuvre des principes directeurs en Amérique

latine — a rassemblé des experts de huit pays de la région (Argentine, Chili, Colombie, Nicaragua, Mexique, Paraguay, Pérou et Uruguay) pour examiner l'état actuel des lois, politiques, mécanismes et aspects institutionnels relatifs aux stratégies de l'information du domaine public de chacun des pays participants.

Cette réunion a également permis de recenser les enjeux, lacunes et problèmes concrets et de

parvenir à un accord préliminaire sur les mesures précises qu'il conviendrait de prendre pour appliquer concrètement les principes directeurs au niveau national.

*Pour tout complément d'information, s'adresser à M. Boyan Radoykov, UNESCO, 1, rue Miollis, 75732 Paris Cedex 15, France. Tél.: (331) 45 68 36 66. Télécopie: (331) 45 68 55 83. Courrier électronique: b.rodoykov@unesco.org.*

## SMSI

### Troisième réunion du Groupe de travail sur la gouvernance de l'Internet (GTGI)

**É**LABORER une conception commune des rôles et responsabilité de toutes les parties prenantes à la gouvernance de l'Internet, évaluer la pertinence des dispositions en vigueur et discuter des recommandations en vue de propositions d'action, tels ont été les sujets traités lors de la troisième réunion du Groupe de travail sur la gouvernance de l'Internet qui s'est tenue à Genève en avril 2005.

Le Groupe de travail sur la gouvernance de l'Internet (GTGI) a été créé lors de la première phase du Sommet mondial sur la société de l'information (Genève, décembre 2003), à la demande des chefs de gouvernement qui ont prié M. Kofi Annan, Secrétaire Général de l'ONU, de mettre en place un processus ouvert et inclusif de consultation sur la gouvernance de l'Internet qui garantisse un mécanisme permettant la participation pleine et active des gouvernements, du secteur privé et de la société civile des pays en

développement et développés, faisant appel aux organisations et aux forums internationaux et intergouvernementaux compétents, afin d'étudier et de faire des propositions d'action sur la gouvernance de l'Internet d'ici à 2005. Le GTGI présentera le résultat de ses travaux lors de la deuxième phase du Sommet qui se tiendra en Tunisie.

L'UNESCO a constamment insisté sur le fait que les mécanismes de gouvernance de l'Internet devraient reposer sur le principe de l'ouverture, qui comprend l'interopérabilité, la liberté d'expression et des mesures pour résister à toute tentative de censure des contenus.

*Pour toute information complémentaire, prière de s'adresser à Monsieur Axel Plathe, CI/INF, UNESCO, 1, rue Miollis, 75732 Paris Cedex 15, France. Tél.: (331) 45 68 44 67. Télécopie: (331) 45 68 55 83. Courrier électronique: a.plathe@unesco.org.*

### Exploiter les technologies de l'information et de la communication au service de l'apprentissage et du développement des compétences

**P**OUR préparer la deuxième phase du Sommet mondial sur la société de l'information (Tunis, Tunisie 16-18 novembre 2005), l'UNESCO organise une série de réunions thématiques qui constituent autant de contributions tendant à concrétiser le concept de sociétés du savoir au sein de l'UNESCO et portent notamment sur: *La liberté d'expression dans le Cyberspace* (3-4 février 2005, Siège de l'UNESCO, Paris,

France); Les TIC au service du renforcement des capacités: les facteurs clés de la réussite (11-13 mai 2005, Siège de l'UNESCO, Paris, France) et *La diversité culturelle* (17-19 mai 2005, Saint-Petersbourg, Fédération de Russie); *Le multilinguisme au service de la diversité culturelle et de la participation de tous au cyberspace* (6-7 mai 2005, Bamako, Mali). Des consultations régionales sont également organisées.

## Les TIC et le renforcement des capacités: les facteurs clés de la réussite

**L**ES possibilités qu'offrent les technologies de l'information et de la communication (TIC) pour la formation et l'éducation des communautés là où les moyens d'éducation formelle sont limités ou inaccessibles, était le principal thème d'une conférence internationale ouverte par M. Koïchiro Matsuura, directeur Général de l'UNESCO au Siège de l'Organisation et diffusée en direct sur l'Internet du 11 au 13 mai 2005.

La conférence sur le thème *Les TIC au service du renforcement des capacités: les facteurs clés de la réussite* impliquait la participation de responsables locaux, d'éducateurs communautaires et d'experts en pédagogie venus de tous les continents, de pays aussi divers que l'Afghanistan, le Brésil, la Jordanie et le Sénégal. Les discussions ont porté sur les facteurs clés de la réussite de l'utilisation de nouvelles méthodes d'apprentissage et de développement d'autres capacités, surtout pour des groupes marginalisés, habitants des villages ruraux, pauvres des zones urbaines, réfugiés, malvoyants et personnes souffrant du VIH/sida, par exemple.

Grâce à des installations satellitaires et à 12 centres affiliés au Réseau mondial de formation pour le développement (GDLN), des études de cas réels ont été présentées en direct depuis l'Amérique latine, les États arabes, l'Afrique et l'Asie à plus de 200 participants réunis à Paris et dans 12 centres de vidéoconférence dispersés un peu partout dans le monde. Pendant les sessions stratégiques, des experts du développement, des universitaires et des représentants de l'industrie, d'organisations non gouvernementales et intergouvernementales ont évalué l'impact de l'investissement actuel dans les projets TIC, débattu des questions essentielles que sont la durabilité,



la surveillance continue et l'évaluation de l'impact, les solutions en matière d'infrastructure, les capacités humaines, l'appropriation des technologies et des contenus par les communautés locales et la dynamique sociale de ces projets.

La conférence était axée sur le potentiel des TIC au service de la formation et de l'éducation de communautés où les moyens d'éducation formelle sont limités ou inaccessibles.

Les participants sont convenus que pour réussir, les projets doivent tenir compte d'un certain nombre de facteurs essentiels et notamment avoir une vision claire des choses et une approche holistique et intégrée. Ils doivent non seulement développer des compétences mais également modifier des états d'esprit et des attitudes. Pour réussir les projets ont besoin de l'adhésion des populations locales et de la participation de la communauté. Ils ont également besoin du soutien des pouvoirs publics et doivent tirer parti de partenariats multiples.

L'élaboration des programmes et contenus nécessite une vigoureuse participation des communautés locales et doit tenir compte des compétences linguistiques ainsi que de la participation des femmes, composante essentielle pour susciter la confiance dans les projets.

La Webémission de l'intégralité de la conférence est disponible sur le site WebWorld à l'adresse suivante: [http://portal.unesco.org/ci/admin/ev.php?URL\\_ID=18866&URL\\_DO=DO\\_TOTOPIC&URL\\_SECTION=201](http://portal.unesco.org/ci/admin/ev.php?URL_ID=18866&URL_DO=DO_TOTOPIC&URL_SECTION=201).

Cette manifestation a été organisée par l'UNESCO et le Club de Rome.

Pour de plus amples informations, prière de s'adresser à M. René Cluzel, UNESCO, 1 rue Miollis, 75732 Paris Cedex 15, France. Tél.: (331) 45 68 38 85. Télécopie: (331) 45 68 55 83. Courrier électronique: [r.cluzel@unesco.org](mailto:r.cluzel@unesco.org).



## Le multilinguisme au service de la diversité culturelle et de la participation de tous au cyberspace



**L**ORS des réunions thématiques sur le multilinguisme, organisées au Mali, plus de 130 participants venus de 25 pays ont abouti à la conclusion qu'il fallait élaborer des politiques des langues écrites nationales pour traiter la question des langues dans le cyberspace. L'existence de normes est essentielle pour créer, rendre accessible, diffuser et conserver des contenus multilingues dans le cyberspace, en particulier pour les langues menacées ou minoritaires.

Le contenu local a été défini comme un élément indispensable pour promouvoir le multilinguisme dans le cyberspace et s'assurer que les diverses communautés peuvent en partager les bénéfices. Dans ce contexte, le rôle des bibliothèques et archives en faveur de la diversité linguistique pourrait être renforcé en encourageant la lecture et la production de contenus dans les langues locales, tant sous forme analogique que numérique.

Il a également été préconisé de renforcer les radios locales et communautaires et les nouveaux médias numériques, en faveur de la diversité linguistique, notamment en utilisant les langues minoritaires et menacées et surtout celles où prédomine la tradition orale. Bien que la réunion ait mis l'accent sur « cyberspace », il a été rappelé que les médias ont un rôle vital à jouer, dès lors qu'il s'agit de transposer la terminologie dans les langues locales ou de transmettre les

capacités requises pour accéder au monde du numérique.

Il est indispensable de mesurer et de contrôler l'évolution du multilinguisme dans le cyberspace pour élaborer des politiques linguistiques et en évaluer l'impact. Or les services statistiques actuels ne sont pas en mesure de s'acquitter de cette tâche, notamment au niveau de la collecte et de l'analyse des données, et il faut donc en élaborer de nouveaux, mieux adaptés.

La Conférence était organisée conjointement par l'UNESCO, l'Académie Africaine des Langues (ACALAN) et l'Agence Intergouvernementale de la Francophonie (AIF), en coopération avec le gouvernement du Mali.

*Pour de plus amples informations, prière de s'adresser à M. Claudio Menezes, UNESCO, 1, rue Miollis, 75732 Paris Cedex 15, France. Tél.: (331) 45 68 45 18. Télécopie: (331) 45 68 55 83. Adresse électronique: c.menezes@unesco.org.*

## MÉMOIRE DU MONDE

### Vingt-neuf nouvelles inscriptions au Registre international de la mémoire du monde

**L**ES contes pour les enfants et les parents des frères Grimm (Allemagne), l'évolution de l'alphabet phénicien (Liban), l'expédition au pôle Sud de Roald Amundsen (1910-1912 - Norvège) et les archives de José Martí (Cuba) font partie des 29 nouveaux éléments du patrimoine dont l'inscription sur le Registre international de la mémoire du monde a été approuvée

par le Directeur général de l'UNESCO conformément aux recommandations formulées par le Comité consultatif international à sa 7<sup>e</sup> session, qui s'est tenue à Lijang, République Populaire de Chine, du 13 au 16 juin 2005.

Cela porte à 120 le nombre d'éléments du patrimoine inscrits sur le Registre, qui a été créé en 1997 pour mettre en valeur le patrimoine con-



sidéré comme important pour la communauté mondiale. Douze pays voient pour la première fois l'inscription d'éléments de leur patrimoine sur le Registre, preuve de la prise de conscience croissante de la nécessité de transmettre le patrimoine documentaire mondial aux générations futures. On trouvera ci-après la liste des nouveaux biens inscrits :

### Albanie

#### *Beratinus 1 et 2: Codex pourpres*

Deux anciens codex découverts à Berat. Beratinus 1 date du VI<sup>e</sup> siècle et Beratinus 2 du IX<sup>e</sup> siècle. Les deux font partie des sept « Codex pourpres » qui ont survécu jusqu'à nos jours. Beratinus 1 en particulier est une importante référence au développement de la littérature biblique et liturgique.

### Autriche

#### *Collection de dessins d'architecture gothique*

Il s'agit d'une collection unique en son genre de 425 dessins indispensables à l'étude des bâtiments de la période gothique (de 150 à 1550 après J.-C.). Ces dessins datent de 1400 à 1550 et comptent parmi les plus anciens dessins d'architecture conservés. Ils témoignent de l'époque de l'histoire européenne où l'on a commencé à entreprendre l'édification de grandes constructions en s'appuyant sur la planification préalable de chaque détail.

#### *Collection Brahms*

La collection est une source d'information sur la vie et les œuvres de Johannes Brahms (1833-1897), l'un des principaux représentants du style romantique. Elle comprend des manuscrits des propres œuvres de Brahms, des épreuves de ses œuvres publiées, des copies de travail des premières éditions de ses œuvres, des premières éditions et éditions anciennes ainsi que des manuscrits originaux des travaux d'autres compositeurs, la correspondance adressée à Brahms et sa bibliothèque musicale et littéraire.

### Azerbaïdjan

#### *Manuscrits médiévaux sur la médecine et la pharmacie*

Collection unique de manuscrits relatifs à la médecine contenant des informations et des images sur des techniques médicales complexes, des instruments médiévaux de chirurgie, ainsi que la description pharmaceutique de centaines de médicaments naturels, plantes, minéraux et substances animales.

### Chine

#### *Listes d'or des examens impériaux sous la dynastie des Qing*

Les Listes d'or sont des témoignages d'origine pour une étude du système d'examen de la Chine féodale et mentionnent les noms de nombreux grands personnages historiques. Elles témoignent du système d'examen des Qing, après de nombreux siècles d'évolution depuis la dynastie des Sui (581 avant J.-C.). Ce système eut un impact international et influença les systèmes de recrutement au Japon, en Corée et au Vietnam, ainsi que dans plusieurs pays européens. Tous ces documents ont une grande valeur calligraphique et peuvent être considérés en soi comme des œuvres d'art.

### Colombie

#### *Negros y Esclavos archives*

Vaste et importante collection de témoignages et informations sur la traite des esclaves et l'esclavage du XVI<sup>e</sup> siècle au début du XIX<sup>e</sup> siècle à Carthagène, grand port négrier situé sur la côte caribéenne de la Colombie moderne, dans le « Neogranadino » (Nouveau Royaume de Grenade). La collection comprend 55 dossiers concernant l'esclavage en Colombie, ainsi qu'en Équateur, au Panama et au Venezuela et fait partie du projet plus vaste sur le trafic des esclaves.

### Cuba

#### *Fonds José Martí Pérez*

2435 documents (soit 7 177 pages au total) correspondant à la période comprise entre 1827 et 1895 et illustrant le travail littéraire, journalistique, révolutionnaire, diplomatique, biographique et personnel de José Martí ainsi que sa correspondance avec différentes personnes, y compris sa famille. Martí est un auteur et un militant social qui a exercé une influence durable, sur la culture latino-américaine en particulier.



## Égypte

### *Actes des Sultans et Princes*

400 actes de propriété sous forme de rouleaux ayant appartenu aux princes et sultans qui ont régné en Égypte à partir de l'ère fatimide jusqu'à la fin de l'ère mamelouke, c'est-à-dire de 779 après J.-C. jusqu'à 1517 après J.-C. La collection donne sur la vie sociale, économique et politique de toute la région pendant six siècles des informations consignées sur des rouleaux de parchemin et de papier, dont le plus long mesure quarante mètres.

## France et Royaume-Uni

### *Appel du 18 juin 1940*

Quatre documents capitaux concernant l'appel lancé à la radio par Charles de Gaulle le 18 juin 1940 pour exhorter la France à résister à l'occupation allemande. L'appel est considéré comme un tournant de la Seconde Guerre mondiale et de l'Histoire de France puisqu'il a marqué le début de la résistance française à l'occupation nazie. Il illustre le pouvoir de la radio utilisée comme arme de guerre plutôt qu'instrument de divertissement, pour lancer un mouvement, et a influencé le développement de mouvements de résistance dans d'autres pays.

## France

### *Films Lumière*

L'intégralité de la production cinématographique originale de l'usine des frères Lumière inscrite dans le catalogue. On attribue à Auguste et Louis Lumière la première projection publique mondiale d'un film, le 28 décembre 1895. Ce film comporte une rare séquence montrant des personnalités mondiales comme la Reine Victoria et le Roi Umberto d'Italie. Il montre aussi des séquences d'exercices et de parades militaires, des scènes de la vie quotidienne, des cérémonies et des visites officielles.

### *Instauration du système métrique décimal, 1790-1837*

Le système métrique (Système international d'unités – SI) est né en France sous la Révolution pour remplacer la myriade d'unités alors utilisées. La demande d'inscription comprend le texte de la proposition originale concernant les poids et mesures soumise à l'Assemblée nationale française par l'évêque d'Autun (Talleyrand) en 1790, ainsi que les textes juridiques ultérieurs sur ce sujet datant de 1791 à 1837. Le système métrique est désormais presque universellement utilisé.

## Allemagne

### *Kinder- und Hausmärchen, gesammelt durch die Brüder Grimm (Contes pour enfants et familiaux, des frères Grimm)*

Première compilation systématique et documentation scientifique réunissant toute la tradition européenne et orientale des contes de fées. Après la Bible de Luther, c'est l'ouvrage le plus connu et le plus largement diffusé de la culture germanique. Des traductions existent dans plus de 160 langues et dialectes culturels de tous les continents.



## Hongrie

### *(au nom de l'Autriche, de la Belgique, de la France, de l'Allemagne et de l'Italie)*

#### *La Corvina*

La Corvina (Bibliotheca Corviniana) était l'une des plus grandes collections de livres en Europe à l'époque de la Renaissance et contenait des ouvrages écrits pour le Roi Mathias (1458-1490) ainsi que des copies des principaux documents connus à cette époque. Elle représentait la production littéraire et reflétait l'état des connaissances et des arts à l'époque de la Renaissance. Elle comprenait des ouvrages de philosophie, théologie, d'histoire, de droit, littérature, géographie, sciences naturelles, médecine, architecture, etc.

## Inde

### *Manuscrits Saiva à Pondicherry*

Une collection de 11 000 manuscrits qui concerne essentiellement la religion et le culte du dieu hindou Shiva. Comprend la plus grande collection au monde de manuscrits de textes du Saiva Siddhanta, tradition religieuse qui s'est répandue dans tout le sous-continent indien et au-delà, jusqu'au Cambodge à l'Est.

## Italie

### *Bibliothèque Malatesta Novello*

Rare exemple d'une collection complète, superbement conservée, du milieu du xv<sup>e</sup> siècle, juste avant l'avènement de l'imprimerie en Europe. Contient 343 manuscrits de différentes provenances sur des sujets d'ordre philosophique, théologique et biblique ainsi que des ouvrages classiques et scientifiques. La collection est un exemple de bibliothèque humaniste de la Renaissance, époque où la domination de l'Église par l'écriture et l'enseignement reculait pour laisser progressivement la place à des considérations plus séculières. La collection est conservée dans son édifice d'origine, dans la ville de Cesena.



## Kazakhstan

### *Le mouvement antinucléaire international Nevada-Semipalatinsk*

Retrace les activités de la première organisation non gouvernementale antinucléaire créée en 1989 sur le territoire de l'ex-URSS et donne des renseignements sur son rôle dans l'arrêt des essais nucléaires sur le polygone de Semipalatinsk, au Kazakhstan.

## Liban

### *Alphabet phénicien*

L'invention et l'évolution de l'alphabet phénicien, premier exemple connu d'écriture alphabétique par opposition aux écritures hiéroglyphique et cunéiforme. Ce système a servi de base au développement de la plupart des alphabets ultérieurs.

### *Stèle commémorative de Nahr el-Kalb*

Série de stèles commémoratives qui dépeint l'histoire du Liban depuis le xiv<sup>e</sup> siècle avant J.-C. jusqu'à nos jours, à travers les inscriptions laissées par des armées successives et témoigne des relations de ce pays avec le reste du Moyen-Orient et avec l'Occident.

## Mexique

### *Biblioteca Palafoxiana*

Seule bibliothèque d'Amérique à refléter fidèlement l'héritage européen à travers une collection de 41 000 ouvrages et manuscrits uniques. Les ouvrages sont encore classés selon le système utilisé à l'époque de la création de la bibliothèque. C'est une survivance rare, pour ne pas dire unique, des premiers jours de la colonisation espagnole des Amériques.

## Namibie

### *The Hendrik Witbooi Papers*

Les archives officielles de Witbooi, chef africain namibien vers la fin du xix<sup>e</sup> siècle, offrent un rare exemple de la façon dont le colonialisme était perçu par ses victimes. Elles consistent en quatre livres (ou peut-être davantage) contenant de la correspondance diplomatique et administrative reçue et expédiée, des traités et des proclamations. Witbooi était un chef traditionnel qui, de 1884 à 1894, a résisté aux conquêtes allemandes en tentant de forger un front africain uni.

## Norvège

### *Expédition de Roald Amundsen au pôle Sud, 1910-1912*

Matériel filmique original de l'expédition au pôle Sud de Roald Amundsen, consistant en sept sec-

tions de film au nitrate. Constitué de séquences originales filmées entre 1910 et 1912.

## Portugal

### *Lettre de Péro Vaz de Caminha*

La lettre, datée du 1<sup>er</sup> mai 1500, est adressée au roi du Portugal D. Manuel I. Il s'agit du premier document décrivant le territoire et la population du Brésil. Rédigée au moment où les Portugais arrivent pour la toute première fois au Nouveau Monde, elle raconte l'annexion du Brésil à la couronne du Portugal. La lettre est riche en détails et observations qui témoignent de la rencontre entre le « vieux » et le « nouveau » monde.

## Serbie-et-Monténégro

### *Évangile de Miroslav – Manuscrit de 1180*

Manuscrit orné de miniatures exceptionnelles représentatif des manuscrits enluminés dont le style et l'iconographie particuliers résultent de la fusion d'éléments occidentaux (Italie) et orientaux (Byzance).

## Suède

### *Archives Astrid Lindgren*

Environ cent mètres linéaires de manuscrits, notes sténographiées, correspondance, coupures de presse, photographies, enregistrements audiovisuels et autres matériaux rassemblés par Astrid Lindgren elle-même, l'une des auteurs de livres pour enfants les plus influents du xx<sup>e</sup> siècle.

### *Collection Emmanuel Swedenborg*

L'une des plus vastes collections de manuscrits du xviii<sup>e</sup> siècle et l'une des rares de l'ère moderne qui ait servi de fondement à une nouvelle Église chrétienne.



## Trinité-et-Tobago

### *Collection C.L.R. James*

Documents originaux comprenant de la correspondance, des manuscrits, des brochures, des notes personnelles et littéraires ainsi que les ouvrages de la bibliothèque personnelle du regretté Cyril Lionel Robert James, l'un des grands intellectuels du xx<sup>e</sup> siècle. Son influence s'étendait des Caraïbes à l'Afrique en passant par le Royaume-Uni et les États-Unis d'Amérique.

## Ukraine

### *Collection de musiques populaires juives*

(1912-1947)

La plus vaste collection de musiques populaires juives au monde enregistrées sur des cylindres de cire Edison. Comportant plus de 1017 cylindres portant un enregistrement musical de deux à sept minutes chacun, la collection constitue une source inestimable pour l'étude de l'art et des traditions aujourd'hui presque disparus des Juifs ashkénazes au début du xx<sup>e</sup> siècle.

## Royaume-Uni

### *La bataille de la Somme*

Cinq bobines de film 35 mm d'une longueur totale de 1525 mètres. Documentaire unique sur l'une des batailles cruciales de la Première Guerre mondiale et premier long-métrage documentaire jamais produit sur la guerre.

## États-Unis d'Amérique et Allemagne

### *Universalises cosmographie secundum*

### *Ptholomaei traditionem et Americi Vespuccii*

### *aliorumque Lustrationes*

Grande carte murale monochrome composée de douze gravures sur bois séparées et centrée autour de l'Europe, de l'Asie et de l'Afrique, dans la tradition ptolémaïque, représentant les Amériques sur la partie occidentale et le Japon dans la partie la plus à l'est. Il s'agit en outre de la première carte murale du monde imprimée sur laquelle le Nouveau Monde porte le nom d'America, en hommage à Amerigo Vespucci.

### *Appels à de nouvelles propositions d'inscription*

La procédure en vue de l'évaluation de nouvelles propositions d'inscription sur le Registre international vient de débiter. Dans l'idéal, les propositions doivent être soumises par l'intermédiaire de la Commission nationale pour l'UNESCO ou du Comité national du Programme Mémoire du monde du pays concerné. Les propositions doivent être fondées sur les critères de sélection énoncés dans le document intitulé *Principes*

directeurs pour la sauvegarde du patrimoine documentaire qui stipule que le critère le plus important pour l'inscription au Registre Mémoire du monde est l'importance universelle du patrimoine documentaire.

La date limite pour le dépôt des propositions d'inscription est fixée au 31 mars 2006 et il ne

sera fait aucune exception. Détails disponibles sur: <http://www.unesco.org/webworld/mow>.

Pour de plus amples informations, veuillez contacter Mme Joie Springer, CI/INF, UNESCO, 1, rue Miollis, 75732 Paris Cedex 15, France, Tél.: (331) 45 68 44 97; Télécopie: (331) 45 68 55 83; courrier électronique: [j.springer@unesco.org](mailto:j.springer@unesco.org).

## La Bibliothèque nationale de la République tchèque reçoit le premier Prix UNESCO/Jikji

Le Comité consultatif international du Programme Mémoire du monde a décerné le premier prix UNESCO/Jikji Mémoire du monde à la Bibliothèque nationale de la République tchèque pour sa contribution à la conservation du patrimoine documentaire et à sa mise à la disposition du public.



La Bibliothèque nationale a été choisie parmi une liste restreinte de 7 candidats; elle recevra le prix d'une valeur de 30 000 dollars É.-U. financé par la ville de Cheongju. Ce prix commémore l'inscription au Registre Mémoire du plus ancien livre connu au monde à avoir été imprimé à l'aide de caractères métalliques mobiles, le *Buljo jikji simche yojeol*. De ses deux volumes publiés en Corée en 1377, qui contiennent l'essentiel du Bouddhisme Zen, le premier a disparu et le second est conservé à la Bibliothèque nationale de France.

Les six autres candidatures inscrites sur la liste restreinte étaient les suivantes: la Bibliothèque nationale d'Australie, le *Departamento del Valle del Cauca* (Colombie), la Mission nationale pour les manuscrits (Inde), l'*Universidad Centroamericana* (Nicaragua), Fathi Hassan Saleh (Égypte) et le Tribunal pénal international pour le Rwanda (TPIR) en Tanzanie.

Les trente-six candidatures reçues des États membres ont été examinées par le Bureau du Programme Mémoire du monde lors de sa réunion au Siège de l'UNESCO, à Paris, le 22 mars 2005. Au cours de la première sélection, le Bureau mémoire du monde a pris en compte les critères suivants: l'importance des efforts de conservation déjà fournis en sus des attributions régulières de l'institution concernée, les stratégies de conservation à long terme, la durabilité et la représentation régionale.

Créé en 2004, le Prix UNESCO/Jikji Mémoire du monde viendra récompenser tous les deux ans les efforts d'individus ou d'organisations ayant contribué de manière significative à la conservation du patrimoine documentaire et à sa mise à la disposition du public. Une cérémonie officielle sera organisée tous les deux ans soit à Paris, soit en République de Corée, à l'occasion de la journée du Jikji.

Cette année, la cérémonie de remise du Prix s'est déroulée à Cheongju en République de Corée le 2 septembre 2005.

Pour de plus amples informations, veuillez contacter M. Aziz Abid, CI/INF, UNESCO, 1, rue Miollis, 75732 Paris Cedex 15, France. Tél.: (331) 45 68 44 96. Télécopie: (331) 45 68 55 83. Courrier électronique: [a.abid@unesco.org](mailto:a.abid@unesco.org).

## Le projet sur les archives de la traite des esclaves s'achève

**L**a mise en œuvre du projet visant à améliorer la conservation et l'accessibilité des documents d'archives relatifs à la traite des esclaves élaboré par l'UNESCO en 1999 et financé par l'Agence norvégienne de coopération pour le développement (NORAD) est à présent achevée, mais certaines activités devraient se poursuivre, comme il est recommandé dans le rapport final publié récemment.

Le projet sur les archives de la traite des esclaves portait sur les sources documentaires originales qui se présentent principalement sous la forme de documents écrits. La numérisation de ces sources, en particulier de celles qui étaient menacées de détérioration, avait pour objet de constituer une mémoire collective de ce fait historique. Ce projet se fondait sur la nécessité de garantir, grâce aux procédés de numérisation, la protection et l'accessibilité de documents présentant un intérêt universel. Il ne visait pas à restaurer ni à reconstituer les fonds originaux eux-mêmes.

L'objectif principal était de permettre un meilleur accès aux documents relatifs au commerce des esclaves et de faciliter leur maniement afin de souligner l'impact et les conséquences durables de la traite. Une stratégie a été définie pour établir un accès en ligne par la voie du site Web de l'UNESCO et d'autres sites dédiés à la traite des esclaves, ainsi que pour publier des CD-ROM multimédias sur ce sujet, sur les actes de résistance à l'esclavage et sur d'autres thèmes connexes. Un site Web consacré aux archives relatives à la traite des esclaves a été créé dans cet esprit.

Le projet a été conduit dans onze pays, en Afrique - Bénin, Cap-vert, Gambie, Ghana

et Sénégal - et en Amérique latine et dans les Caraïbes - Argentine, Barbade, Brésil, Colombie, Cuba et Haïti.

En ce qui concerne les objectifs initiaux, les résultats suivants ont été obtenus :

- Au moins 14 institutions ont été dotées de matériel informatique.
- Six séminaires ont été organisés dans des pays d'Afrique, où ils ont rassemblé 114 participants, et d'autres séminaires ont été organisés en Colombie et à Cuba sur initiative locale.
- Huit CD-ROM multimédias ont été réalisés, et deux autres sont en préparation.
- Huit sites Web ont été ouverts et deux autres sont en cours de construction.
- Onze bases de données, contenant les références de plus de 10 000 documents, ont été créées.
- Environ 200 000 objets (images et autres documents) ont été numérisés.
- Seize rapports au moins ont été publiés, ainsi que deux livres, une bibliographie, plusieurs notes dans des périodiques, des bulletins d'information ainsi que des communiqués de presse. Tous les pays participants ont fait de la publicité sur ces activités dans les informations radiophoniques et télévisées données par les médias.

Le rapport final recommande la poursuite de ce projet dans différents pays pour constituer des fonds documentaires unissant de vastes zones géographiques et linguistiques.

*Pour de plus amples renseignements, prière de prendre contact avec M. Aziz Abid à l'adresse figurant plus haut.*

# LES TIC ET LES FEMMES

## L'autonomisation des femmes dans la région des Grands Lacs en Afrique

**U**NE réunion consultative organisée par le secteur des sciences sociales et humaines de l'UNESCO sur le thème de « l'autonomisation des femmes dans la région des Grands Lacs : violence, paix et pouvoir des femmes » a eu lieu en mai 2005 à Addis-Abeba (Éthiopie). Son objectif était d'essayer de mettre en œuvre la Déclaration de Dar es-Salaam sur la paix, la sécurité, la démocratie et le développement dans la région des Grands Lacs.

Cette consultation avait pour objet de réunir des responsables politiques, des décideurs, des universitaires et d'autres spécialistes des questions relatives aux femmes et à la parité entre les sexes, ainsi que des représentants d'ONG de femmes de la région des Grands Lacs pour débattre des priorités et des besoins en matière d'égalité hommes femmes et de développement et élaborer un plan d'action en vue de soutenir la participation des femmes à la résolution des différends en situation d'après-conflit, à la démocratisation et à la gouvernance.

La réunion a comporté trois séances principales où ont été présentés des rapports sur les expériences menées dans les pays participants autour des thèmes suivants :

- La Déclaration de Dar es-Salaam
- Le rôle moteur des femmes grâce à l'action et l'impact des femmes parlementaires et universitaires et des ONG de femmes
- La culture et les droits des femmes.

La séance finale a été consacrée à la définition du programme d'action des femmes dans la région des Grands Lacs et à l'élaboration de recommandations. Les orateurs ont contribué

très utilement à l'examen de la question, ce qui a permis de formuler un ensemble réaliste de recommandations. En ce qui concerne le Secteur de la communication et de l'information (CI), le thème récurrent a été la nécessité de mettre en réseau les personnes et les institutions pour un accès plus large à l'information et un meilleur partage des expériences et de l'expertise. Le manque d'information contribue à la marginalisation des femmes dans les situations d'après-conflit. On a indiqué que la fonction essentielle de l'information et des TIC, qui est de faciliter la participation sociale et d'améliorer la santé et les perspectives économiques, est un facteur positif permettant aux femmes de réaliser leur potentiel dans la société de l'information. L'expérience acquise par la Division de la société de l'information dans l'édification de sociétés du savoir intégratrices et dans l'utilisation des TIC a été reconnue comme un élément clé de la stratégie à mettre au point pour répondre aux besoins recensés en matière d'alphabétisation et offrir plus de possibilités éducatives aux femmes. Un centre, ou portail, de ressources virtuels sera créé pour faciliter la consultation d'une base de données sur les travaux de recherche et les politiques et pour ouvrir l'accès à des activités concernant la parité entre les sexes.

*Pour de plus amples renseignements, prière de s'adresser à Mme Joie Springer, CI/INF, UNESCO, 1, rue Miollis, 75732 Paris Cedex 15, France, téléphone: (331) 45 68 44 97, télécopie: (331) 45 68 55 83, courrier électronique: [j.springer@unesco.org](mailto:j.springer@unesco.org).*

## LOGICIELS

### Création d'une base de données des archives parlementaires argentines mise au point à l'aide du logiciel CDS/ISIS de l'UNESCO

**L**ES actes des séances conservés dans les Archives historiques de la Chambre des députés de l'Argentine sont la mémoire de l'histoire parlementaire de ce pays. Entamée en 1999 et développée à l'aide du logiciel CDS/ISIS pour Windows (WINISIS) de l'UNESCO, la base de données des Archives parlementaires couvre à présent la période allant de 1862 à 1914 et un travail est en cours pour y intégrer les débats jusqu'à 1976.

Les documents originaux datant du XIX<sup>e</sup> siècle (1862-1900) sont manuscrits. Certains d'entre eux portent la signature d'anciens présidents et d'autres personnalités de la vie politique argentine, dont Sarmiento, Mitre, Avellaneda et Pellegrini. Les documents sont conservés en sous-sol dans plus de 7 000 caissons métalliques ignifugés dans des conditions de température et d'hygrométrie régulées.

La saisie de l'information dans la base de données exige une vérification minutieuse car certains documents en papier ne sont pas en bon état et sont de ce fait moins lisibles et difficiles à manipuler. Le personnel chargé de la saisie

travaille dans les salles des archives mêmes, à proximité immédiate des étagères, de sorte que le déplacement et la manipulation des documents sont réduits au minimum.

La base de données a été consultée depuis sa création par un grand nombre de représentants d'institutions publiques et privées, d'historiens, de chercheurs, d'étudiants, de fonctionnaires et/ou par le grand public d'Amérique latine et d'Europe. Elle a servi à divers travaux, thèses et dissertations de nature historique ou juridique.

La base de données est consultable en ligne sur le site Web des archives : <http://www1.hcdn.gov.ar/congre/formglobal/form.htm>. L'Argentine est le premier pays d'Amérique latine à numériser et à publier en ligne des documents de nature parlementaire.

*Pour de plus amples renseignements, prière de s'adresser à M. Davide Storti, CI/INF, UNESCO, 1, rue Miollis, 75732 Paris Cedex 15, France, Téléphone: (331) 45 68 37 91. Télécopie: (331) 45 68 55 83, Courrier électronique: [d.storti@unesco.org](mailto:d.storti@unesco.org).*

### Débat électronique en multipartenariat sur les logiciels libres et à code ouvert

**U**N réseau rassemblant des représentants de la société civile et d'organisations du système des Nations Unies, dont l'UNESCO, a lancé une consultation électronique publique sur les effets de l'utilisation de logiciels libres et à code ouvert sur le développement. Ce forum, intitulé « FOSS: Policy and Development Implications (FOSS PDI) » (Incidences des logiciels libres et à code ouvert sur les politiques et le développement), est accessible sur: <http://lists.apdip.net/cgi-bin/mailman/listinfo/foss-pdi>.

D'autres organisations soutiennent cette initiative, dont Bridges.org, Free and Open Source Software Foundation for Africa (FOSSFA), International Open Source Network (IOSN), OneWorld South Asia (OWSA) et le Programme Asie Pacifique d'information sur le développement du PNUD. Le forum FOSS PDI visait à

débattre de la manière dont les logiciels libres et à code ouvert pourraient contribuer à développer à une plus grande échelle diverses interventions menées en matière de développement tout en réduisant les coûts et en évitant des obligations d'une autre nature liées aux logiciels « propriétaires » (privatifs). En constituant une alliance, les organisateurs de ce forum ont voulu chercher à sensibiliser le grand public sur les incidences actuelles et les possibles répercussions futures du logiciel à code ouvert sur l'édification d'une société du savoir intégratrice.

Nombre d'experts et de militants des logiciels libres et à code ouvert d'horizons divers ont participé à ce forum, de même que des spécialistes du développement de différentes régions représentant les secteurs privé, public et la société civile. Les débats se sont déroulés de septembre 2004 à avril 2005.



L'un des thèmes de débat centraux abordés dans ce forum est le rôle des logiciels libres et à code ouvert dans la mise en œuvre de projets visant à atteindre les Objectifs du Millénaire pour le développement. Les thèmes de débat étaient les suivants :

- Atouts et inconvénients des logiciels libres et à code ouvert pour les pays en développement – le rôle de l'État, de la société civile et des entreprises privées dans ce processus ;
- Logiciels libres et à code ouvert et Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) – tirer le maximum de chaque dollar destiné au développement pour maximiser les effets – ;
- Le problème de la propriété intellectuelle au plan mondial : monopole privé des géants du logiciel des pays les plus riches, ou effort de collaboration du tiers monde ;
- Mise en place d'un cadre juridique, réglementaire et politique propice à un développement de logiciels libres et à code ouvert s'inscrivant dans l'évolution stratégique particulière de chaque pays ;
- Mécanismes « open source » hors du secteur du logiciel – médicaments génériques, banques de semences, accès ouvert à l'information, archives ouvertes, etc. ;
- Comparaison entre les logiciels « propriétaires » et les logiciels libres et à code ouvert en fonction de leurs mérites techniques – fiabilité, stabilité et vulnérabilité, en

particulier dans le contexte de la sécurité nationale ;

- Logiciels libres et à code ouvert ou logiciels du domaine public et gratuits : coût total d'acquisition des logiciels libres et à code ouvert ;
- Réflexion visant à comprendre pourquoi des personnes contribuent, à titre individuel, à des projets de logiciels libres et à code ouvert ; ce qui motive les programmeurs auteurs de logiciels libres et à code ouvert à « donner » de leur temps et si ces motivations sont différentes dans les pays développés et les pays en développement. Établir s'il existe des obstacles, en particulier dans les pays en développement, susceptibles d'être levés par l'intervention des pouvoirs publics ou du secteur privé.

Le forum met actuellement au point un document d'orientation qui rassemble les points de vue des participants au débat et en présente les résultats à l'intention des participants aux réunions thématiques qui seront prochainement organisées parallèlement au Sommet mondial sur la société de l'information.

*Pour de plus amples renseignements, prière de s'adresser à M. Jean-Claude Dauphin, UNESCO, 1, rue Miollis, 75732 Paris Cedex 15, France, téléphone : (331) 45 68 37 89, télécopie : (331) 45 68 55 83, courrier électronique : [jc.dauphin@unesco.org](mailto:jc.dauphin@unesco.org).*

### Nouvel outil informatique communautaire mis au point par l'UNESCO et ses partenaires

**L**E Centre national d'informatique (NIC) de New Delhi, le réseau Open Knowledge Network (OKN) et l'UNESCO ont annoncé un partenariat en vue d'élaborer un nouvel outil logiciel – qui s'appellera Open eNRICH – pour la création et l'échange entre communautés ou au sein d'une même communauté de connaissances utiles au plan local dans les pays en développement.

L'UNESCO et le NIC avaient à l'origine travaillé de concert pour mettre au point eNRICH afin de permettre aux usagers des centres communautaires multimédias d'accéder facilement aux ressources documentaires et de contribuer à les enrichir. Le logiciel eNRICH a été mis en service dans neuf sites, dans le cadre du projet de l'UNESCO relatif aux TIC au service de l'atténuation de la pauvreté. Le NIC a continué à développer eNRICH et des versions plus élaborées sont à présent utilisées par les États du Nord-Est de l'Inde,

le projet Interréseau-Santé de l'Organisation mondiale de la santé, le programme INFOJEUNESSE de l'UNESCO, le projet Akshaya du Kerala (Inde) et les offices administratifs sous-régionaux de développement rural des différents États de l'Inde. L'OKN utilisera prochainement eNRICH pour soutenir quatre nouveaux partenaires en Inde du Nord et un au Sri Lanka.

Parallèlement, l'OKN se développe harmonieusement, puisqu'il a des partenaires dans quatre pays – Kenya, Inde, Sénégal et Zimbabwe – qui utilisent son outil logiciel au quotidien pour créer et échanger des contenus locaux dans sept langues. Le contenu est échangé grâce à diverses technologies adaptées, dont le réseau satellitaire WorldSpace, la téléphonie filaire terrestre et la téléphonie cellulaire.

À l'issue des débats entre le NIC, l'UNESCO et l'OKN, il est apparu évident qu'on pouvait attendre d'immenses bénéfices en unissant les

forces pour mettre au point une nouvelle version, à code source ouvert, du logiciel, qui s'appellerait Open eNRICH. Celle-ci reprendra les meilleurs éléments du travail accompli jusqu'à présent tout en s'enrichissant des nouvelles fonctions demandées par nos organisations partenaires. En outre, l'accent sera mis sur une conception graphique ouverte qui facilitera l'échange de contenus avec d'autres sources d'information, réseaux et moyens de communication, de sorte que l'OKN pourra participer à un « réseau des réseaux » mondial mis au service des plus pauvres de la planète.

Les synergies entre les trois organisations ne se limitent pas à l'écriture d'un logiciel puisque

sont aussi encouragés la mise en commun de ressources et d'approches en faveur de la formation, du soutien et de l'évaluation de projets, ainsi que le partage de contenus entre l'ensemble des sites participant au projet dans le monde. La collaboration entre le programme d'OKN pour l'Afrique et l'initiative de développement à une plus grande échelle du projet de centres communautaires multimédias de l'UNESCO en Afrique en est une illustration.

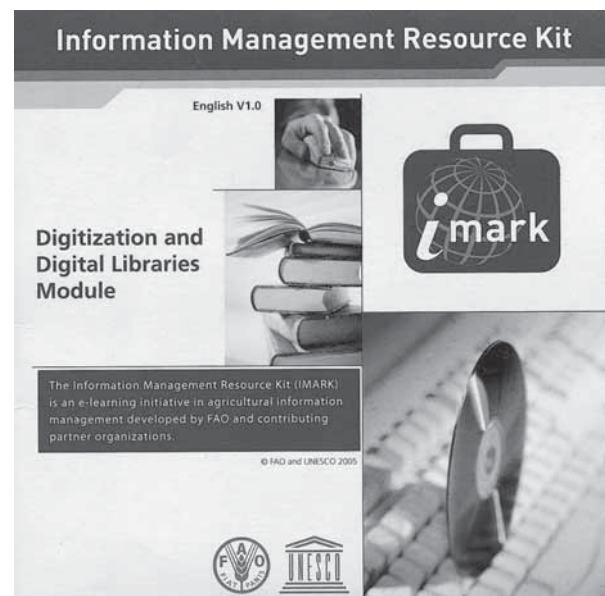
Pour de plus amples renseignements, prière de s'adresser à M<sup>me</sup> Stella Hughes, UNESCO, 1, rue Miollis, 75732 Paris Cedex 15, France, téléphone: (331) 45 68 40 41, courrier électronique: s.hughes@unesco.org.

### CD-Rom on Digitization for Librarians and Lay Persons

L'UNESCO et l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) ont réalisé sur CD ROM un module sur « La numérisation et les bibliothèques numériques » afin d'apprendre aux bibliothécaires et à des utilisateurs non professionnels à numériser des documents en vue de les mettre en ligne et de créer des bibliothèques virtuelles.

Le Directeur général de l'UNESCO est d'avis que ce module d'auto apprentissage contribuera beaucoup à développer dans le tiers monde la capacité des gens à numériser de l'information et à la partager en ligne. Du fait qu'il pourra être utilisé par des bibliothécaires, des spécialistes de l'information et d'autres catégories d'utilisateurs dans les pays en développement, cet outil devrait aider non seulement à rendre le cyberspace plus intégrateur, mais également à promouvoir la diversité sur Internet.

Le module, disponible gratuitement auprès de la FAO et de l'UNESCO, est compatible avec un grand nombre d'ordinateurs (processeur Pentium I ou dotés d'un plus récent), ainsi qu'avec des systèmes d'exploitation anciens, ce qui en fait un instrument particulièrement bien adapté pour répondre aux besoins d'un large éventail d'utilisateurs. Le module interactif comprend 15 heures de formation et peut être personnalisé pour répondre aux besoins de chaque utilisateur. Il contient également un cours complet sur la création de bibliothèques virtuelles et il convient aussi bien aux débutants qu'à des utilisateurs plus expérimentés.



Le module contient un glossaire technique et un outil de recherche, ainsi qu'un riche éventail de ressources, dont des lectures recommandées, des indications pratiques, un logiciel et un manuel. Un site de communication en ligne à l'intention des usagers du module sera créé pour permettre à ceux-ci d'échanger leurs points de vue, de partager de l'information et de s'entraider.

Pour de plus amples renseignements, prière de s'adresser à M<sup>me</sup> Armelle Arrou, CI/INF, UNESCO, 1, rue Miollis, 75732 Paris Cedex 15, France. Téléphone: (331) 45 68 42 08, télécopie: (331) 45 68 55 83, courrier électronique: a.arrou@unesco.org.

# INFOJEUNESSE

## Le premier Répertoire de la jeunesse africaine

**L**e premier Répertoire de la jeunesse africaine a été établi en coopération avec l'Institut pour une solution démocratique en Afrique du Sud (IDASA). Ce document, qui est consultable en ligne et sur CD-ROM, est un instrument pratique destiné à tous les jeunes professionnels. Il contient des informations sur les ONG et associations œuvrant pour la jeunesse aux plans national et régional, ainsi qu'une présentation des politiques pour la jeunesse, des instituts de recherche et du travail réalisé dans ce domaine par l'Union africaine, le système des Nations Unies et d'autres organismes régionaux et internationaux.

De jeunes journalistes du Burkina Faso ont participé à un atelier de formation sur la gestion de l'information en situation de conflit à l'Université de Ouagadougou, atelier organisé par le Réseau Afrique Jeunesse, en coopération avec le Réseau des journalistes d'Afrique de l'Ouest

pour l'intégration et la paix. Ces journalistes ont participé à un travail pratique avec l'aide d'un formateur spécialiste des TIC et ils ont débattu des quatre grands thèmes suivants : *les nouvelles technologies de l'information et de la communication et la prévention des conflits, les moyens traditionnels de prévention et de gestion des conflits, la liberté de la presse, et la gestion de l'information en situation de crise ou de conflit*. L'atelier, organisé dans le contexte du Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD), a également donné lieu à la publication d'un guide pratique à l'intention des jeunes journalistes de la radiotélévision et de la presse écrite.

*Pour de plus amples renseignements, prière de s'adresser à M. Boyan Radoykov, CI/INF, UNESCO, 1, rue Miollis, 75732 Paris Cedex 15, France, téléphone: (331) 45 68 36 66, télécopie: (331) 45 68 55 83, courrier électronique: b.radoykov@unesco.org.*

# BUREAUX RÉGIONAUX

## ASIE ET PACIFIQUE

### Tsunami: reconstruire après la catastrophe

**L'**UNESCO a répondu à l'appel du Conseil de la bibliothèque nationale et des services de documentation (*National Library and Documentation Services Board - NLDSB*) demandant à l'Organisation et à la communauté bibliothéconomique internationale d'aider à reconstruire les bibliothèques affectées par le tsunami au Sri-Lanka en dépêchant sa Conseillère pour la communication et l'information en Asie afin d'évaluer la situation des bibliothèques publiques et scolaires dans les zones touchées par la catastrophe.

Un comité pour les bibliothèques sinistrées a été créé sous l'égide du NLDSB pour coordonner la réhabilitation des bibliothèques et les travaux de reconstruction. Le Comité sri-lankais de gestion des catastrophes pour les bibliothèques, les services d'information et les archives (*Sri Lanka Disaster Management Committee for Library and Information Services and Archives - SL DMC for LISA*) a décidé d'élaborer des plans à court, moyen et long terme afin de résoudre les problèmes; la question du développement

des ressources humaines dans le domaine des services de bibliothèque et d'information a également été abordée. Le Programme Information pour tous (voir le chapitre concernant l'IFAP) a également prêté son concours financier.

Les Maldives ont, elles aussi, enregistré la perte de documents importants. Les hôpitaux régionaux de quatre atolls ont été balayés et avec eux les dossiers médicaux des patients ainsi que les rapports concernant leur programme d'immunisation. Lors de la mission d'évaluation, la nécessité de mettre en place des archives centrales aux Maldives est clairement apparue. L'UNESCO va donc dépêcher sur place un expert afin de concevoir un plan pour la création d'un fonds d'archives national.

*Pour de plus amples informations, prière de s'adresser à Mme Susanne Ornager, Conseillère pour la communication et l'information dans la région Asie & Pacifique, B 5/29 Safdarjung Enclave, 110029 New Delhi, Inde. Tél.: 91 11 671 3000. Télécopie: 91 11 671 3000. Courrier électronique: s.ornager@unesco.org.*

## Nouveau Programme de formation parrainé par l'UNESCO dans le domaine de la gestion de l'information

**U**N nouveau programme de formation à la gestion de l'information a été lancé en mai à l'Université de Mysore, à Bangalore (Inde).

Le Programme de formation de l'UNESCO à l'intention des professionnels de l'information en Asie et dans le Pacifique, implanté à l'Institut des technologies de l'information de Bangalore, est conçu comme un programme de formation différent. L'idée est qu'il soit fondé sur les besoins et orienté vers la technologie. Il s'agit de créer un environnement d'apprentissage associant efficacement différents modes et méthodes, dans lequel les participants viennent avec leurs attentes en matière d'apprentissage et repartent avec les comportements, les technologies, les connaissances et les compétences propices à l'émergence d'une société de l'information.

L'idée est de mettre en place un contexte d'apprentissage innovant, interactif et participatif fondé sur un contenu, des méthodes, des outils et des cadres adéquats. L'objectif est de concevoir un contenu et des méthodes qui permettent d'atteindre l'équilibre voulu entre le discours et l'application, l'enseignement et la formation, la perception et la réalisation, afin d'aider les participants à acquérir ou développer les connaissances et les compétences que doivent avoir les professionnels de l'information pour prendre part et contribuer à l'émergence d'une société de l'information.

Le programme, d'une durée de six mois, doit permettre de tester l'efficacité de l'association entre enseignement sur place (en face-à-face) et enseignement à distance, le premier et le dernier mois s'effectuant sur place et les quatre autres mois à distance. L'objectif est d'associer le concret à l'apprentissage, la théorie à la pratique, en mettant davantage l'accent sur les approches consistant à résoudre les problèmes de manière concrète en adoptant/adaptant différents modes

d'apprentissage: cours magistraux, travaux pratiques et autres stratégies. Les techniques d'apprentissage actif comprennent des conférences, des cours individuels, des séminaires, des ateliers, des séances de brainstorming, des projets encadrés ainsi que des travaux et activités de groupe.

Le cours couvre l'ensemble des sujets, de la création de contenu à l'archivage, et s'articule autour de trois modules:

1. Information numérique – technologies et gestion
2. Contenu en ligne et collectes – création et gestion
3. Publication électronique – politiques et pratiques.

Les sujets incluent également les langages de balisage tels que le langage XML, les logiciels libres pour la mise en place de bibliothèques numériques tels que Greenstone et DSpace, les questions liées à la gestion des contenus tels que l'Open URL et les métadonnées, le contrôle d'accès et les questions de sécurité, la publication électronique, le libre accès, etc.

Ce programme innovant a été conçu et est actuellement mis en œuvre par la Conseillère de l'UNESCO pour la communication et l'information et le Coordonnateur du programme. Les retombées de cette nouvelle expérience seront évaluées grâce à un mécanisme fonctionnel basé sur les retours, à la fois des participants et des organisations mères ainsi que des personnes-ressources et autres spécialistes.

*Pour de plus amples informations, prière de s'adresser à Mme Susanne Ornager, Conseillère pour la communication et l'information dans la région Asie & Pacifique, B 5/29 Safdarjung Enclave, 110029 New Delhi, Inde. Tél.: 91 11 671 3000. Télécopie: 91 11 671 3000. Courrier électronique: s.ornager@unesco.org.*

## Développer les archives radio en République démocratique populaire lao et au Bangladesh

**D**ES ateliers visant à numériser et conserver les archives sonores de la Radio nationale lao, à Vientiane, et de la station Bangladesh Betar, à Dacca, ont été récemment organisés par l'Institut de l'Asie et du Pacifique pour le développement de la radiodiffusion (AIBD) dans le cadre du projet « Numérisation des archi-

ves radiophoniques » financé par le Programme international pour le développement de la communication (PIDC) de l'UNESCO.

Dix ingénieurs, bibliothécaires et producteurs ont pris part à l'atelier organisé à la radio nationale lao et seize à celui de la station Bangladesh Betar. Dans les deux stations, un consultant a

également animé des séminaires d'une demi-journée, qui ont connu une forte participation des gestionnaires des stations, afin de mieux les informer des objectifs de l'atelier, des conceptions modernes de l'archivage sonore et des possibilités de conservation des archives.

Les deux ateliers avaient le même objectif mais ils ont été adaptés pour tenir compte de la situation spécifique de chaque station. La taille des deux fonds d'archives était en effet très différente; en outre, si la Radio nationale lao est passée à la production informatisée il y a quelques années, Bangladesh Betar produit encore ses programmes avec du matériel analogique. Les stratégies d'archivage numérique ont donc dû être adaptées aux besoins différents des stations.

L'une et l'autre ont toutefois en commun l'obsolescence de plus en plus grande de leurs magnétophones auxquels il faut, d'une manière ou d'une autre, trouver des substituts. Les systèmes de catalogage des deux stations ont également besoin d'être modernisés: leur conversion en une base de données informatisée a donc été au cœur des questions abordées lors des ateliers.

Les participants ont été sensibilisés aux différents problèmes que posent les archives sonores

et ont été informés des solutions offertes par les technologies modernes. Lors des ateliers, de nouvelles structures de métadonnées ont été mises au point prenant en compte à la fois l'information des catalogues existants et les normes modernes telles que la norme Dublin Core. Des solutions pour le stockage et la conversion des enregistrements audio numériques ont également été élaborées et les participants ont eu l'occasion de s'exercer pour la première fois à l'utilisation de ces nouvelles technologies.

Reconnaissant qu'un atelier de 5 à 8 jours ne permet pas de convertir un fonds d'archives analogique en archives numériques - car il s'agit d'un processus qui nécessite habituellement plusieurs mois, voire des années -, l'élaboration d'une feuille de route pour aider les institutions à poursuivre la modernisation de leurs archives a constitué l'étape finale, et néanmoins importante, de ces ateliers.

*Pour de plus amples informations, prière de s'adresser à M<sup>me</sup> Tarja Virtanen, Conseillère pour la communication et l'information dans la région Asie & Pacifique, B 5/29 Safdarjung Enclave, New Delhi, 110029, Inde. Téléphone: 91 11 671 3000. Télécopie: 91 11 671 3001/2. Courrier électronique: t.virtanen@unesco.org.*

## ÉTATS ARABES

### Formation de bibliothécaires libanais à l'utilisation de logiciels spécialisés à l'usage des bibliothèques

**U**NE vingtaine de bibliothèques publiques de tous les gouvernorats libanais ont reçu des exemplaires du logiciel de l'UNESCO WINISIS et leur personnel a été formé à son utilisation lors d'un atelier de deux jours qui s'est déroulé au Bureau de l'Organisation à Beyrouth.

Ce projet fait partie de l'initiative de l'UNESCO visant à assurer aux communautés un meilleur accès à l'information, au savoir et aux TIC en augmentant les capacités des bibliothèques publiques.

L'UNESCO a acquis une vaste expérience en apportant son concours à l'élaboration de certains outils logiciels indispensables au traitement d'information. Ces outils sont distribués gratui-

tement afin d'autonomiser les utilisateurs en leur donnant accès aux technologies essentielles au développement et au partage des connaissances, que la plupart d'entre eux seraient sinon dans l'incapacité de s'offrir. Le modèle relatif au développement est le fruit d'une collaboration internationale et les outils logiciels sont constamment enrichis, modifiés et actualisés avec la coopération d'un ensemble d'experts de différents pays.

*Pour de plus amples informations, prière de s'adresser à M. Georges Awad, Administrateur national, Bureau de la communication et l'information dans les États arabes, Bir Hassan, Avenue cité sportive, Beyrouth, Liban. Tél.: +961.1 85 00 13. Télécopie: +961. 1 82 48 54. Adresse électronique: g.awad@unesco.org*

## AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES

### Réunion consultative sur le processus du SMSI en Amérique latine et dans les Caraïbes

**L**E Gouvernement de l'Équateur, l'UNESCO et la Commission économique des Nations Unies pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC) ont contribué aux préparatifs de la seconde Phase du Sommet mondial sur la société de l'information (SMSI) en organisant une réunion consultative sur le processus du SMSI en Amérique latine et dans les Caraïbes en liaison avec la dixième consultation biennale pour le programme INFOLAC de l'UNESCO, à Quito, du 4 au 6 mai 2005.

Pendant la réunion, qui a également contribué à la Conférence préparatoire régionale des ministres d'Amérique latine et des Caraïbes en vue de la seconde Phase du Sommet mondial, organisée en juin 2005 au Brésil, les participants ont présenté leurs apports au Plan d'action régional « eLAC 2007 », soumis pour approbation à la Conférence préparatoire.

eLAC 2007 est un ensemble d'initiatives et d'activités concrètes qui a des objectifs mesurables de développement de la société de l'information pour l'année 2007, reposant sur le Plan d'ac-

tion du SMSI et sur la Déclaration de Bâvaro.

Les réunions consultatives sont ouvertes aux membres d'INFOLAC, aux Gouvernements des pays du GRULAC, à des organisations internationales et d'organisations des Nations Unies, à la société civile, à des établissements de recherche et à des représentants du secteur privé.

Des sujets comme les stratégies nationales relatives à la société de l'information, l'infrastructure et l'accès, le partage des connaissances, les applications dans les services publics et la mise en place d'un environnement propice, étaient inscrits à l'ordre du jour de la réunion de Quito.

*Pour de plus amples informations, prière de s'adresser à M. Isidro Fernandez Abali, Conseiller pour la communication et l'information dans la région de l'Amérique latine et des Caraïbes, Bureau de l'UNESCO à Quito, Juan León Mera 130 y Patria, Edificio CFN 6to piso, Quito, Équateur. Téléphone: (593-2) 252 90 85; 256 23 27. Télécopie: (593-2) 250 44 35. Adresse électronique: quito@unesco.org ou: i.fernandez-abali@unesco.org.*

### Attribution du prix du meilleur portail éducatif en Amérique latine et dans les Caraïbes

**L**E site Web du *Centro bibliotecario de Puente Alto*, conçu par Christiane Maturana (Chili), a gagné le concours du meilleur portail éducatif en Amérique Latine et dans les Caraïbes organisé, avec le soutien de l'UNESCO, par le Programme pour la société de l'information en Amérique Latine et dans les Caraïbes.

Les sites Web *Museo de los niños* de Caracas, Venezuela (Musée des enfants, de Caracas – Venezuela), de *Curiosikid* (Venezuela) et *Colombia aprende* (La Colombie apprend), de Claudio Zea (Colombie), ont été respectivement classés deuxième et troisième du concours.

Un prix spécial a été accordé au portail de formation des enseignants *Nueva Alejandría*, conçu par NAL educativa, S.A. (Argentine).

Le jury a également accordé une mention spéciale au site Web *Science and why things are* (*La science et le pourquoi des choses*), conçu par l'Université métropolitaine (Venezuela), à *Cyberescuela.com*, de Sabas Monroy Martinez (El Salvador), et au campus virtuel de l'Institut CAPACYT (Argentine).

Organisé au milieu de l'année 2004, le concours a suscité beaucoup d'intérêt dans toute la région et 180 inscriptions ont été reçues. Le jury était composé d'une équipe de professionnels multidisciplinaires, choisis par un comité d'organisation, et ayant l'expérience de la publication sur le Web dans le domaine des TIC et de l'éducation, y compris la formation des formateurs.

Les prix s'élevaient à 4 000 dollars des États-Unis pour la première place, 2 000 dollars pour la deuxième et 1 000 dollars pour la troisième. Le prix spécial accordé au meilleur site Web de formation des formateurs était doté d'une récompense de 1 000 dollars des États-Unis.

Le prochain concours INFOLAC jugera les meilleurs sites Web relatifs aux musées en ligne de la région.

*Pour de plus amples informations, prière de s'adresser à M. Isidro Fernandez Abali, Conseiller pour la communication et l'information dans la région d'Amérique Latine et des Caraïbes, Bureau de l'UNESCO à Quito, Juan*

*Leon Mera 130 y Patria, Edificio CFN 6to piso, Quito, Équateur. Téléphone: (593-2) 252 90 85; 256 23 27. Télécopie: (593-2) 250 44 35. Adresse*

*électronique: i.fernandez-aballi@unesco.org ou Mme Viviana Vinueza à la même adresse: quito@unesco.org*

### Guide des télécentres ruraux, disponible en portugais

**U**N « guide des télécentres ruraux » (*Guia Gemas da Terra de Telecentros Rurais*) a récemment été publié par l'ONG brésilienne *Gemas da Terra*. Ce guide, produit grâce à des ressources provenant du programme Information pour tous de l'UNESCO, est destiné à aider les communautés lusophones à établir des télécentres multimédias communautaires dans les zones rurales.

*Gemas da Terra* est un réseau de télécentres communautaires ruraux créés dans des communautés de moins de 2 500 habitants. Le projet a démarré vers la fin 2001, lorsqu'un ancien ingénieur de la NASA s'est installé à São Gonçalo do Rio das Pedras, communauté d'environ 1 500 habitants de la vallée de Jequitinhonha, l'une des régions des plus pauvres du Brésil. Des communautés de São Gonçalo do Rio das Pedras, Milho Verde, Tombadouro, Conselheiro

Mata et Rodeador ont collaboré à l'élaboration d'un modèle de télécentres communautaires ruraux autonomes et le premier d'entre eux, créé à São Gonçalo do Rio das Pedras, est devenu opérationnel en novembre 2003.

Le guide peut être téléchargé, en même temps qu'un logiciel source ouverte à utiliser dans les télécentres, depuis le site Web de *Gemas da Terra*: <http://www.gemasdaterra.org.br/recursos/manuais.htm>.

Pour de plus amples informations, prière de s'adresser à M<sup>me</sup> Marie Inès Bastos, Administratrice nationale pour la communication et l'information, Bureau de l'UNESCO à Brasilia, SAS QD05 Lote 06 Bloco H, Ed. CNPq/IBICT/UNESCO 9 andar, 700-70-914 Brasil DF, Brésil. Téléphone: +55 61 2106 35 00. Télécopie: +55 61322 42 61. Adresse électronique: [brasil@unesco.org](mailto:brasil@unesco.org).

### Constituer des bibliothèques numériques

**U**NE formation aux méthodes de planification des bibliothèques numériques et à l'utilisation du logiciel gratuit en vue de leur création a été dispensée en février 2005 à Fortaleza, Brésil, lors d'un atelier organisé par l'UNESCO, l'Université fédérale de Ceará, Brésil et le Centre de formation et de développement (CETREDE) de Fortaleza.

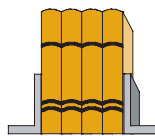
L'atelier, intitulé *Premier cours latino-américain sur la constitution de bibliothèques numériques*, était l'une des nombreuses initiatives visant à la création et au renforcement des centres et établissements d'information, bibliothèques et archives. Il avait pour objectif de former des spécialistes à la constitution de bibliothèques numériques dans leurs propres institutions et de faciliter l'accès à l'information scientifique, éducative et culturelle.

La Fédération internationale des associations de bibliothécaires et des bibliothèques (IFLA), l'Association des universités du groupe de Montevideo (AUGM) et le Centre latino-

américain d'études en informatique (CLEI) ont parrainé l'événement qui s'articulait autour des outils logiciels gratuits et ouverts de l'UNESCO pour le traitement de l'information.

Le logiciel CDS/ISIS est utilisé dans le monde entier pour la gestion de bases de données dans des bibliothèques et centres d'information, car il offre des fonctions de stockage électronique des documents et des fonctions avancées de recherche d'information. Greenstone est une suite de logiciels permettant de constituer et de publier des collections de bibliothèques numériques. Il offre un nouveau moyen, novateur, pour organiser et publier l'information sur Internet ou sur CD ROM.

Pour toute information complémentaire, prière de s'adresser à M. Guenther Cyranek, Conseiller pour le MERCOSUR, Edificio MERCOSUR, Calle Dr Luis Piera 1992, Montevideo, Uruguay. Téléphone: +598.2 2413 20 75, postes 126/124. Télécopie: +598.2413 20 94. Adresse électronique: [g.cyranek@unesco.org](mailto:g.cyranek@unesco.org).



## NOUVELLES PUBLICATIONS

Les demandes de documents émanant de l'Argentine, du Brésil, de l'Espagne, du Mexique, du Portugal et des pays de la région Asie-Pacifique doivent être envoyées directement aux centres de documentation dont les adresses sont indiquées ci-après.

Dans le cas de l'Afrique, de l'Amérique latine et des Caraïbes, des États arabes, de l'Europe et de l'Amérique du Nord, ces demandes doivent continuer d'être adressées à: Division de la société de l'information, UNESCO, 1, rue Miollis, 75732 Paris Cedex 15, France.

### ARGENTINE

Sr. Coordinador Nacional,  
RENBU  
Universidad de Buenos Aires  
Azcuena 280.1029  
Capital Federal, Argentine

### BRÉSIL

Director  
ED.CNPQ/IBICT/UNESCO  
9° Andar  
SAS-Quadra 5-Bl.H-Lote 6  
70070-914 Brasilia DF, Brésil

### ESPAGNE

Sra. Directora  
Consejo Superior de  
Investigaciones Científicas  
Centro de Información y  
Documentación Científica,  
C.I.N.D.O.C.  
Calle Joaquin Costa, 22  
28002 Madrid, Espagne

### MEXIQUE

Sr. Director  
Consejo Nacional de Ciencia y  
Tecnología  
Centro de Servicios de  
Información  
y Documentación  
Circuito Cultural Universitario  
Ciudad Universitaria  
04515 Mexico DF, Mexique

### PORTUGAL

Sra. Gabriela Lopes da Silva  
Directora  
Serviço de Informação e  
Documentação (SID)  
Fundação para Ciência e  
Tecnológica (FCT)  
Av. D. Carlos 1, 126  
1200 Lisboa, Portugal

### ASIE-PACIFIQUE

UNESCO/INF  
Documents Supply Service  
c/o The National Library of  
Thailand  
Samsen Road  
Bangkok, Thaïlande

Tous les documents peuvent être consultés sur place dans les établissements susmentionnés. Des exemplaires peuvent être obtenus contre remboursement au prix fixé par les organismes

chargés de la diffusion. L'UNESCO numérise actuellement ces documents: une sélection en texte intégral peut être consultée sur le site suivant: <http://unesdoc.or/ulis/index.html>.

On trouvera ci-après une liste des nouvelles publications:

- *Initiative B@bel*. Paris: UNESCO, 2005. CI.2005/WS/1 (disponible en anglais, arabe, espagnol et français).
- *Les Nouvelles Technologies au service de l'alphabétisation et de l'éducation des adultes*. Paris: UNESCO, 2005. 128 p. ISBN 92 3 103986 9 (disponible en anglais et français).
- *Rapports et conclusions des réunions thématiques organisées par l'UNESCO pour préparer la seconde Phase du Sommet mondial sur la société de l'information (SMSI)*. Paris: UNESCO, juin 2005. 27 p. CI. 2005/WS/3 (disponible en anglais et français).

collections sous forme numérique. Paris: UNESCO, mai 2005.

- *Information Management Resource Kit*. (imark.Kit de ressources pour la gestion de l'information). Ce module offre une série de leçons interactives portant sur les flux d'opérations, les processus, les technologies et les capacités nécessaires à la création, à la gestion et à la diffusion de bibliothèques numériques. Copublié par la FAO et l'UNESCO en 2005.

### DVD-ROM

- *Building Cyberspace*. (Construire le cyberspace). Technologie, société, droit et cyberspace. UNITAR et UNESCO: Paris, 2004.

### CD-ROMs

- *Greenstone Digital Library Software 2.60*. Logiciel pour la création et la diffusion de



Ce bulletin publie des informations sur les activités de la Division de la société de l'information et autres sujets connexes. Publié deux fois par an en anglais, arabe, espagnol, français et russe, le bulletin est distribué gratuitement par la Division.

*Rédacteur en chef: Elizabeth Longworth. Rédacteur adjoint: M<sup>me</sup> Joie Springer.  
Assistante de publication: M<sup>me</sup> Grace Mensah*

Les lecteurs sont invités à communiquer leurs observations et suggestions concernant le Bulletin et toute information pertinente au : Bulletin de l'UNISIST, Division de la société de l'information, 1, rue Miollis, 75732 Paris Cedex 15, France. Tél. : (33 1) 45 68 44 97. Télécopie : (33 1) 45 68 55 83. Adresse électronique : j.springer@unesco.org. Tout exemplaire du Bulletin peut être commandé directement à : ci.documents@unesco.org

Le Bulletin de l'UNISIST peut être consulté sur l'Internet :  
<http://dit-fs1.hq.int.unesco.org/ulis/docs/0012/001277/127778e.pdf>

En cas de changement d'adresse, veuillez joindre l'étiquette portant vos anciennes coordonnées.